



Les livres, les revues, etc.

Le jour se lève : l'héritage du totalitarisme en Europe, 1953-2005,
sous la direction de Stéphane Courtois. Paris, Éditions du Rocher, 2006.
490 p., 22 euros.

Le 7 mai 1945, la Deuxième Guerre mondiale s'achève. Le 8 août 1945, le Tribunal de Nuremberg est créé pour juger les crimes de la nazisme.

Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin tombe, annonçant la fin du communisme. Nul tribunal n'est créé pour juger les crimes de ce système politique.

Pourtant nombre de livres ont paru à ce sujet, nombre de témoignages écrits ou photographiques ont été publiés, sans aucune conséquence juridique. Dans ce contexte, Stéphane Courtois, à la tête d'un certain nombre d'historiens, semble s'être donné la tâche d'instruire le procès du communisme totalitaire. Il a commencé avec *le Livre noir du communisme* (1998) à rassembler les preuves de ces crimes. Dans ce livre, sur lequel il faudra bien revenir, il avait fait le parallèle entre les crimes contre l'humanité reprochés aux nazis par le tribunal de Nuremberg et ceux qui ont été commis par les communistes, d'abord en Russie et ensuite ailleurs. Après cet ouvrage qui a suscité beaucoup de réactions indignées, il a publié une suite intitulée *Du passé faisons table rase* (2002), sur les illusions du communisme en Europe. Puis, avec une vingtaine d'historiens, un ouvrage sur les origines et l'émergence des régimes totalitaires en Europe de 1900 à 1934 (*Quand tombe la nuit : origines et émergence des régimes totalitaires en Europe*, 2001) et un autre sur l'apogée de ces mêmes régimes

entre 1935 et 1953 (*Une si longue nuit : l'apogée des régimes totalitaires en Europe*, 2003).

L'ouvrage qui nous retient aujourd'hui s'intéresse à l'héritage du totalitarisme en Europe de nos jours. En dehors de l'article de présentation de Stéphane Courtois, dans lequel il exprime sa thèse principale, on découvre vingt et une communications divisées en quatre parties. La première partie traite des problèmes méthodologiques afférents à toute enquête, les trois suivantes prennent en compte l'évolution du totalitarisme soviétique en Russie, puis en Europe de l'Est, enfin en Europe occidentale.

Plusieurs thèmes ont retenu notre attention. Le premier, qui peut sembler anecdotique, concerne les différentes périodes possibles de l'histoire soviétique. Certains historiens ainsi que des analystes politiques déterminent deux moments dans le déroulement du système soviétique. Une période totalitaire débute avec la prise de pouvoir, en octobre 1917, qui se termine à la mort de Staline en 1953. Les temps qui suivent, jusqu'en 1990 sont qualifiés par ces spécialistes d'« autoritaires ». Nous ne sommes pas devant une simple dispute chronologique. Cette analyse a des répercussions actuelles. En effet, si l'on considère qu'il y a eu un changement réel de nature du système soviétique, ceux qui l'ont soutenu alors et qui sont toujours présents aujourd'hui, ainsi que



leurs héritiers, n'ont pas à être tenus comptables de la terrible période stalinienne et n'ont donc pas à en porter les stigmates.

Dans son article¹, Krzysztof Pomian s'élève en faux contre cette analyse et démontre que les outils de répression ont perduré jusqu'au bout, même s'ils ont été moins employés. L'idéologie et l'organisation répressive n'ont jamais évolué. Je pense que, s'il apparaît dans la phase post-stalinienne un changement dans l'intensité de la répression, ce n'est pas dû à tel ou tel changement à la tête du système, mais beaucoup plus au fait que le champ d'exercice de la répression avait, lui, énormément changé. Les gens qui avaient connu la période avant 1917 étaient soit au pouvoir soit avaient été liquidés. Celles et ceux qui avaient échappé aux grandes purges ainsi qu'aux destructions de la guerre de 1942-1945 et aux purges qui suivirent, se vivaient comme les vainqueurs de la guerre d'une part et avaient intégré, assimilé, l'idéologie dominante. Ils n'étaient plus des dangers en puissance pour le système. Il n'était donc plus nécessaire de les terroriser davantage. Je crois que cette évolution à la fois démographique et culturelle a fait plus pour l'évolution du système que toute autre décision de l'appareil. Pour appuyer ce que dit Pomian, il suffit de lire la communication faite à propos du KGB².

Tout observateur de la société russe

d'aujourd'hui est obligé de reconnaître non seulement l'absence de démocratie formelle dans ce pays gouverné par un héritier du KGB, mais aussi la non-existence d'une société civile russe. C'est à ce sujet que la communication de Dominique Colas apparaît particulièrement pertinente. Il rappelle que la question se pose depuis saint Augustin. Quelle est la légitimité de la société civile? Cette question s'est posée alors face au pouvoir de la « cité de Dieu³ ». Après avoir examiné la présence de ce concept chez Hobbes, Rousseau, Marx et même Durkheim, D. Colas en vient à l'URSS. Il démonte complètement l'idée de l'existence d'une société civile au cours de la période totalitaire. Contrairement à d'autres, il ne pense pas que les actes de résistance aient pu constituer en quelque sorte les prémisses d'une telle société. Pour D. Colas, « une société civile » suppose des institutions capables de produire du civisme et pas seulement des mobilisations partielles, aussi héroïques qu'elles puissent être⁴. Il étend cette analyse à l'activité de Solidarnosc en Pologne. Ce qui s'est passé dans ce cas après la chute du communisme montre bien que l'on n'était pas alors face à une société civile⁵. Dans la Russie d'aujourd'hui, l'absence d'une « société civile » est une évidence. D. Colas à ce propos s'autorise à penser qu'une société civile se développait en Russie après l'abolition du servage, mais sans rappeler la date de cette dernière : 1861. Ce qui me fait émettre un doute. Son émergence, en cinquante et six années, n'a pu être que fort partielle, surtout si l'on tient compte des guerres qui ont ponctué cette période, d'abord celle avec le Japon, puis la Guerre mondiale. L'auteur rappelle que l'existence de l'Église orthodoxe à travers les âges n'est en aucune sorte la preuve de l'existence d'une société civile, dans la mesure où cette dernière implique la liberté de pensée, ce à quoi se refuse évidemment la première. Cependant on

1. « Totalitarisme, autoritarisme, démocratie », p. 57-65.

2. Nikita Petrov, « Les structures spéciales du KGB dans la lutte contre la pensée dissidente 1954-1991 », p. 145.

3. « La question est pertinente dans d'autres religions que le christianisme, par exemple dans l'islam », p. 68.

4. « De l'absence de "société civile" sous le communisme à sa faiblesse dans le post-communisme », p. 66-83 ; cit. p. 75.

5. Lech Walesa arrive alors au pouvoir en tant que leader de Solidarnosc en 1990 et perdra aux élections suivantes face à un ex-communiste.

continue à percevoir, à travers la façon dont D. Colas parle du passé tsariste, à quel point l'illusion, le mythe de la révolution d'octobre est encore vivace. C'est-à-dire l'existence d'une coupure radicale dans l'histoire de la Russie et non la continuation du régime originel sous une autre forme.

Après avoir pris beaucoup d'intérêt aux articles concernant l'Europe orientale, je me suis intéressé à celui traitant des mouvements extrémistes en Allemagne et en France⁶. La partie concernant l'Allemagne est traitée bien plus en profondeur⁷, la partie concernant l'Hexagone laisse à désirer. Cependant apparaît dans cet article la conception politique qui sous-tend le travail de S. Courtois et de ses collaborateurs. Il est en effet remarquable que, dans sa critique du stalinisme et du totalitarisme, il ne fait à aucun moment référence à des études ou à des auteurs relevant de ce que l'on pourrait appeler la sphère libertaire au sens large, tant anarchistes que communistes de conseil, ou de groupes aussi divers que les oppositionnels de gauche ou *Socialisme ou Barbarie*.

La référence récurrente de S. Courtois est Annie Kriegel, dont on connaît la trajectoire politique, du PC au RPR. Uwe Backes, l'auteur de l'article précité, semble appartenir à ce courant qu'il faut bien appeler conservateur, pour qui « l'extrémisme politique se caractérise par tout un système de pensée et d'aspiration contraires aux valeurs et aux procédures institutionnelles nécessaires à la préservation de l'Etat constitutionnel démocratique ». Pour lui, « l'opposition aux principes fondamentaux de la démocratie libérale repose sur des formes de pensée, des mentalités et des comportements comme la prétention à la vérité et au façonnement, l'intolérance, l'antipluralisme... »

Je pense que cet auteur n'a jamais dû entendre parler de l'injustice, de la souffrance, du capitalisme, et j'en passe.

Dans le domaine de l'héritage du totalitarisme, l'Allemagne reste un cas d'école. Démocratie moderne, avec un parti de gauche, un de droite et un centriste, la République fédérale semble avoir de tout temps résisté aux extrêmes. Les organisations d'inspiration national-socialiste ont été régulièrement interdites tout comme celles qui se réclamaient de la sœur orientale. Puis le Mur tombe, la réunification a lieu. On aurait pu s'attendre alors à ce que cette situation nouvelle, qui pouvait s'apparenter à une victoire de la partie occidentale de l'Allemagne, donne lieu à une remise en question fondamentale de l'idéologie communiste. Cela aurait été dans la suite logique des interdictions et dénonciations virulentes qui ont eu lieu pendant toute la période de la division et particulièrement une fois que le Mur⁸ fut édifié et la Zone orientale fermée. On aurait pu s'attendre à quelque chose qui ressemblât à un procès de Nuremberg. Il ne se passa que quelques escarmouches. Honecker dut partir au Chili, Egon Krenz alla en prison. Nombre d'intellectuels⁹ furent inquiétés du fait de leur soumission réelle ou supposée à la Stasi, dont on sauvegarda puis conserva pieusement les archives. Des gardes frontières est-allemands furent entraînés en justice pour avoir tiré sur des fuyards. Mais le communisme en tant que système, en tant qu'idéologie ne fut pas inquiété. C'est ce qui permit aux seconds couteaux du système de passer entre les gouttes, d'attendre un peu de revenir en scène avec un nouveau parti, le PDS¹⁰. Ce qui fait dire à l'auteur de cette communication qu'avec l'appui et la



6. Uwe Backes, « Mouvements extrémistes de gauche et de droite en Allemagne et en France », p. 358-385.

7. Le totalitarisme en Allemagne, traces et mutations, 1953-2002.

8. La fermeture du « rideau de fer » par l'édification en une nuit du Mur eut lieu le 13 août 1961.

9. Christa Wolf par exemple.

10. Partei des Demokratischen Sozialismus.

confiance du Moscou de l'époque, une aile oppositionnelle au vieux SED¹¹ fut rassemblée. C'est elle qui fut l'élite dirigeante du PDS pendant les quinze années qui suivirent la chute du mur. Elle s'exprime publiquement à travers la «Kommunistische Plattform».

C'est ce parti qui intelligemment tira parti des bisbilles au sein du SPD et utilisa le mécontentement d'Oskar Lafontaine pour créer une nouvelle organisation qui fit son entrée en fanfare au Parlement allemand aux dernières élections¹² sous le nom programmatique de «La Gauche».

Cette tolérance vis-à-vis d'une idéologie qu'il faut bien appeler totalitaire existe aussi en France¹³. En témoigne l'article consacré à ce domaine, intitulé «Que reste-t-il de la pensée totalitaire dans la gauche radicale actuelle ?»¹⁴ S'il y a un thème intéressant, c'est bien celui-là. Hélas, il faut attendre la dixième page d'une communication qui en compte vingt pour que l'on arrive au sujet promis dans le titre. Hélas encore une fois, l'auteure surfe d'une généralité à une autre, cite une fois les courants issus du trotskisme sans s'appesantir sur l'héritage du «Vieux». Elle consacre cinq pages à confronter les pensées de Negri le philosophe et de Carlos le terroriste... Il y aurait eu pourtant beaucoup de choses à dire sur la façon dont la Ligue et consorts continuent à considérer le système soviétique comme quelque chose qui aurait mal tourné après la mort de Lénine et l'exil de Trotsky. Il aurait aussi fallu considérer la place que l'Etat tient dans l'imaginaire social comme dans les

revendications groupusculaires, sans parler des relations au pouvoir, comme cela vient de s'illustrer au sein d'Attac. Il faudrait aussi s'interroger sur les raisons pour lesquelles ceux qui ont eu le plus à souffrir des menées stalinienne s'acharnent à vouloir signer des revendications publiques aux côtés des communistes et autre trotskystes.

Ce livre nous rappelle fort opportunément que l'héritage totalitaire est une des choses les mieux partagées dans notre monde. Le pays de la révolution de 1789 et des Lumières n'y échappe pas. De cela on ne trouve que peu de traces dans ce livre. Pourtant la culture politique française a été marquée profondément par la propagande stalinienne. Il vaut toujours mieux avoir tort avec Sartre que raison avec Aron. Encore aujourd'hui, être antifasciste, c'est être de gauche, et sont de droite ceux qui sont anti-totalitaires. La mémoire de ceux qui «font de la politique» est vierge. L'histoire commence avec chacun d'entre eux. C'est pour eux que l'Internationale chante : «Du passé faisons table rase».

Pierre Sommermeyer

À signaler, parmi les parutions récentes en langue espagnole :

Tomás Ibañez : *¿Por qué A? Fragmentos dispersos para un anarquismo sin dogmas.* Anthropos Editorial, Barcelona, 2006. 206 pág.

Eduardo Colombo : *La voluntad del pueblo. Democracia y Anarquía.* Tupac ediciones / Utopía libertaria, Buenos Aires, 2006, 112 pág.

11. Parti communiste d'Allemagne de l'Est.

12. 52 sièges aux élections de 2004, un gain de 52.

13. En Italie le parti communiste a disparu en tant que tel. En Espagne il n'est jamais revenu après la chute du franquisme autrement que comme une partie de la coalition de gauche qu'il dirige de fait.

14. Yolène Dilas-Rocherieux, p. 386-402.

**Maurice Dommaget, *Histoire du Premier Mai*; préface de Charles Jacquier.
Marseille, Le Mot et le Reste, 2006. 520 pages, 25 euros.**

Parmi ceux qui continuent à défiler paisiblement chaque Premier Mai, combien savent-ils qu'ils commémorent la grève sanglante du 3 mai 1886 aux usines McCormick à Chicago, pour l'instauration de la journée de 8 heures, et le meeting de protestation qui s'ensuivit le lendemain à Haymarket au cours duquel une bombe tua huit policiers avec pour conséquence l'arrestation de huit anarchistes dont quatre furent pendus, malgré les pétitions et protestations innombrables venues du monde entier, le 11 novembre 1887, avant d'être innocentés et réhabilités publiquement en 1893 car, selon l'un des jurés du procès: « On les pendra quand même. Ce sont des hommes trop dévoués, trop intelligents, trop dangereux pour nos privilèges. » Les martyrs de Chicago vont faire du Premier Mai un symbole de la lutte des classes et de l'identité du monde ouvrier à partir du congrès socialiste international de Paris de 1889¹.

Il s'agit de fonder en actes le projet d'une société émancipée, libérée du travail contraint. Alternant les hauts et les bas au fil des années, l'un des principaux temps forts de cette histoire est constitué par le Premier Mai 1906. Rompant avec l'attentisme des 8 heures par la voie légale, le 7e congrès fédéral de la CGT – qui se tient à Bourges du 12 au 17 septembre 1904 – vote le rapport de la Commission sur les 8 heures avec cet amendement proposé par Emile Pouget, alors secrétaire adjoint du bureau confédéral et qui avait troqué entre-temps la rédaction du *Père Peinard* pour celle de la *Voix du Peuple*:

*Considérant que les travailleurs ne peuvent compter que sur leur action propre pour améliorer leurs conditions de travail,
Considérant qu'une agitation pour la journée de 8 heures est un acheminement*

vers l'œuvre définitive de l'émancipation intégrale,

Le Congrès donne mandat à la CGT d'organiser une agitation intense et grandissante à l'effet que

le Premier Mai 1906 les travailleurs cessent d'eux-mêmes de travailler plus de 8 heures.

Dès le Premier Mai 1905, une véritable psychose des 8 heures est créée: fini les démarches stériles auprès des pouvoirs publics; place à l'action directe. Des centaines de milliers de travailleurs défilent dans les rues, se heurtent à la police et obligent des patrons à fermer leurs usines et des commerçants leurs devantures.

Les réunions vont se multiplier dans les mois qui suivent et le mois d'avril 1906 est consacré à une nouvelle série de conférences à travers tout le pays. Clémenceau, devenu Ministre de l'Intérieur et désormais ennemi juré de la classe ouvrière², transforme la capitale en état de siège, y concentrant 50 000 à 60 000 soldats, déploiement de troupes inégalé jusqu'alors depuis l'avènement de la III^e République, destiné à rassurer la bourgeoisie, la glace d'effroi au contraire et met le comble à sa terreur panique. Malgré ce, le chômage traditionnel pour cette journée est encore plus accentué, des réunions syndicales se tiennent un peu partout et des barricades surgissent: 800 arrestations, de nombreux blessés et deux morts.

Forte mobilisation également en province où le drapeau noir est même arboré à Brest, Toulon et Bordeaux. On dénombre en 1906 21 grèves d'une durée supérieure à 100 jours. Résultat: outre une conscience de classe considérablement renforcée, la Loi sur le repos hebdomadaire est votée le 13 juillet 1906 et une

petite minorité arrache même les 8 heures avant que la loi les consacrant n'intervienne en 1919, au lendemain de la boucherie de la Première Guerre Mondiale.

Par la suite le mouvement se banalisera et le Premier Mai, détourné par Pétain en fête du travail, va devenir en 1947 un jour chômé et rémunéré. Mais il saura se dépasser en se renouvelant, et depuis 2002 l'EuroMayDay en est l'héritier putatif car la recherche de la transformation sociale est toujours d'actualité.

Jean-Jacques Gandini

James GREEN, *Death in the Haymarket. A Story of Chicago, the First Labor Movement and the Bombing that Divided Gilded Age America.* New York : Pantheon Books, 2006. 383 p. Ill. Index.

Le 120^e anniversaire de Haymarket.

Contrairement à d'autres événements, notamment « l'affaire » Sacco et Vanzetti, l'affaire de Haymarket a bénéficié d'ouvrages historiques de qualité. Le premier de ceux-ci, *The History of the Haymarket Affair*, 1963, par Henry David, – dont Sam Dolgoff m'avait dit que le père était anarchiste –, présentait une analyse honnête, que l'on aurait pu croire exhaustive jusqu'au jour où Paul Avrich publia *The Haymarket Tragedy* (1984) et d'autres livres, qui recueillaient les témoignages des contemporains et de leurs enfants. Vint ensuite Bruce C. Nelson, qui écrit *Beyond the Martyrs. A Social History of Chicago's Anarchists, 1870-1900* (1988). Comme le titre l'indiquait, l'auteur ne se limitait pas aux principaux protagonistes, mais montrait l'impact important de l'anarchisme à Chicago. Les défilés organisés par celui-ci étaient autrement imposants que ceux des courants dits traditionnels, par exemple. Green nous conduit encore plus loin, en

1. La première édition de *l'Histoire du Premier Mai* a été publiée à la Société universitaire d'édition et de librairie (SUDEL), Paris, 1953.

2. D'autant plus important à rappeler en ce temps de commémoration de la réhabilitation d'Alfred Dreyfus par la Cour de Cassation le 12 juillet 1906, Clémenceau ayant joué effectivement un rôle important en tant que directeur du journal *L'Aurore* qui publia le 13 janvier 1898 le fameux manifeste de Zola, *J'Accuse*.

ouvrant la correspondance privée des patrons, les articles et les titres immodérés de la presse, et au-delà des citations il ouvre sur les mentalités et ce qu'on nomme aujourd'hui, en France, « la fracture sociale ». Il faut donc se réjouir de voir l'histoire de l'anarchisme traitée autrement que comme une planète atypique, close sur elle-même. Sans doute était-il nécessaire de montrer toutes les articulations et circonstances d'un univers que les voix autorisées s'efforçaient d'oublier ou même de nier. Il n'en était pas moins vrai que, soucieux d'affirmer les spécificités, les caractères originaux et même uniques du mouvement, on en faisait une merveille ou un monstre, selon les opinions, bref on marquait la distinction radicale, quasi sectaire, d'un courant protéiforme, élastique, nomade et mouvant, à la fois permanent et fugace comme un parfum de fresa.

Green apporte des éléments nouveaux, notamment sur les mentalités de

l'époque. On découvre celles des Bohèmes, slaves ou plutôt esclaves, tels qu'ils étaient traités à Chicago; on est surpris par celles des juifs russes, ignorant l'anglais et donc la grande nouvelle de l'explosion d'une bombe. Cette mise en place du gouvernement par la peur, que Green qualifie de premier *red scare* (« la terreur rouge »), trouve son développement dans la lutte actuelle contre le terrorisme, qui inaugure ainsi un nouveau cycle dans l'histoire, celui de la guerre sans fin.

Le lecteur averti peut éprouver un certain malaise en lisant l'introduction de ce livre. L'auteur esquisse un panorama sur la base de la lecture biaisée des journaux de l'époque, où le mensonge fleurit à chaque ligne: des civils qui tirent sur la police, des rivières de sang, bref une littérature grand-guignolesque appliquée à la réalité du mouvement social. Green va rétablir la vérité au fil du livre, dans un souci évident d'objectivité, mais on peut se demander si la première approche du récit ne risque pas de laisser des traces plus ou moins conscientes.

Si le procédé rhétorique contredit le réel souci de rigueur historique, celle-ci reprend vite ses droits et s'efforce de vérifier les diverses affirmations. Par exemple, Green ne s'est pas laissé convaincre par la valse-hésitation de Paul Avrich à la recherche de celui qui lança la bombe: le mystère est resté tout entier, ce qui promet sans doute de nouvelles enquêtes.

Il ne partage pas non plus l'opinion de celui-ci, ni surtout celle de Nelson, concernant les suites de l'événement. Pour lui, Haymarket marque la mort du mouvement radical aux États-Unis.

Et pourtant...

Pourtant, Nelson a recensé que, quatre ans plus tard, 40 % des 723 anarchistes qu'il a repérés dans son étude sont demeurés à Chicago. C'est bien dans cette

ville que les IWW vont tenir leur congrès fondateur, avec la présidence d'honneur de nulle autre que Lucy Parsons, la veuve d'un des héros innocents exécutés par la justice américaine. Pourtant, dans la première édition de ses mémoires, le fondateur de l'American Federation of Labor va mentionner des figures éminentes qui l'ont entouré à ses débuts, et qui font partie de l'histoire de l'anarchisme américain. Green n'a malheureusement pas pris en compte la situation new-yorkaise, fort bien étudiée dans la thèse de Tom Goyens¹. Pourtant, des personnalités éminentes comme Emma Goldman vont venir à l'anarchisme précisément à cause de Haymarket. Pourtant enfin, il faudrait aussi étudier l'impact sur d'autres régions des États-Unis dans lesquelles des anarchistes, comme la famille des Isaak, ont quitté Chicago après l'événement pour propager le mouvement sur la côte Ouest.

Malgré ces critiques, il faut se rappeler qu'un livre ne peut pas traiter de tout mais doit se limiter à son sujet. Aussi, malgré un sous-titre peut-être discutable, c'est essentiellement de Chicago que l'auteur se préoccupe, et il en offre une peinture remarquable.

Ronald Creagh

¹ *Gemeinschaft und Revolution: The German Anarchist Movement in New York City, 1880-1914*, thèse, Université catholique de Louvain (Belgique), octobre 2003.



William Godwin, *Enquête sur la Justice politique*, traduction de Denise Berthaud et Alain Thévenet, Lyon, Atelier de création libertaire, 2006. 619 p., 25 euros.

L'Enquête sur la Justice politique de W. Godwin devient enfin accessible aux lecteurs francophones grâce à la traduction de Denise Berthaud et Alain Thévenet¹. Il faut d'abord saluer l'énergie et la ténacité des traducteurs qui se sont attelés à un texte difficile et long (plus de 600 pages), et n'ont pas ménagé leur temps pour arriver à ce beau résultat; souhaitons aussi que les lecteurs partagent avec Alain Thévenet ce plaisir de lire un auteur peut-être pas si inactuel que cela, et aux idées roboratives dans un univers dominé par les conceptions affadies de la liberté d'un B. Constant ou d'un A. de Tocqueville.

Cette édition est accompagnée d'un avant-propos de Michel Onfray et d'une introduction d'Alain Thévenet. Le premier essaie de situer ce « grand-père de Frankenstein » dans une histoire philosophique de l'anarchisme... encore très largement programmatique, et s'ingénie (peut-être pas à tort) à faire apparaître un Godwin plus individualiste, utilitariste et rationaliste que véritablement anarchiste. Quant au second, dont la longue complicité avec William transparaît au fil des lignes, il nous brosse un Godwin heureux promoteur de « l'euthanasie du gouvernement », relativement confiant dans la raison naturelle de l'homme une fois les obstacles sociaux levés, sans pour autant faire l'impasse sur les contradictions qui

traversent sa pensée: l'idée de changement fondamental... par évolution, naturellement engendrée par l'éducation, sans soubresaut ni violence; le contraste entre la radicalité de la critique du système en place et l'aspect problématique des réponses envisagées; la cécité face au potentiel des moments et situations de déstabilisation et leur capacité à produire du nouveau. Mais cette pensée qu'il qualifie de « hors du temps » mais pas « hors la réalité », peut constituer un recours important en ce qu'elle nous délivre ce message fondamental: « Ce que l'homme est capable d'imaginer [...], il est capable de le réaliser. »²

Souhaitons que grâce à cette édition cette œuvre demeurée relativement confidentielle, quelques libertaires ou érudits exceptés, trouve un public plus large, et qu'ainsi les idées de liberté et de raison ne demeurent pas sous la coupe du néo-kantisme contemporain, mais servent à nourrir une imagination renouvelée de nos potentialités politiques.

Monique Boireau-Rouillé

1. Ce texte en effet n'avait fait l'objet jusque-là que d'une traduction partielle et résumée par B. Constant, vers 1830, et d'une traduction très partielle au Canada (années 1960).

2. *Enquête, op cit.*, introduction p. 21.

À signaler

- la parution des deux premiers volumes, couvrant les années 1931-1948, des *Cœuvres complètes* d'Albert Camus en Pléiade, sous la dir. de Jacqueline Lévi-Valensi. Avec la collab. d'A. Abbou, Z. Abdelkrim, R. Gay-Crosier, P.-L. Rey, Ph. Vanney, D. H. Walker, M. Weyembergh. Deux autres volumes suivront;
- la réédition à l'Atelier de création libertaire de la brochure de Teodosio Vertone, *L'Œuvre et l'action d'Albert Camus dans la mouvance de la tradition libertaire*, 50 p.

**Éric Hazan, *LQR, La propagande au quotidien*,
Paris, éd. Raisons d'agir, 2006. 122 p., 6 euros.**

C'est en hommage à Victor Klemperer (qui avait analysé la langue du III^e Reich, *LTI, Lingua Tertiï Imperii*, et la façon dont elle s'insinuait dans les esprits) qu'Éric Hazan décrit cette *Lingua Quintae Respublicae*, apparue dans les années 1960 lors de la brutale modernisation du capitalisme français, et devenue l'idiome contemporain du néolibéralisme.

Cette LQR est nous dit-il, « une arme post-moderne, bien adaptée aux conditions « démocratiques », où il ne s'agit plus de l'emporter dans la guerre civile mais d'escamoter le conflit, de le rendre invisible et inaudible »¹. Résultant de l'influence croissante des économistes et des publicitaires dans la fabrication du discours public, cette langue, à la fois émanation et instrument du néolibéralisme, procède par euphémisme, technicisation des énoncés (ainsi on remplace le mot question par le mot problème, ce qui signifie qu'il n'y a qu'une seule bonne réponse possible), abus de phrase choc sans verbe, donc sans articulation logique, échange de termes entre la politique et la consommation : ainsi le gouvernement doit optimiser son action, et les lessiviers assurer la sécurité de leurs produits, etc.

Certes, ces phénomènes sont connus et chacun les observe à loisir. Mais l'intérêt de ce petit ouvrage, c'est qu'il présente avec rigueur les procédés dont use cette sorte de « novlangue » soft : euphémisme (il n'y a plus de pauvres, mais des gens modestes, plus d'intérêts contradictoires, mais des partenaires) renversement de la dénégation (quand tout concourt à l'isolement, il n'est question que de dialogue, d'échange, et le terme « communication » revient sans cesse), essorage sémantique (vidage du sens des mots, ainsi l'adjectif « citoyen » accompagne maintenant immanquablement toute entreprise, ini-

tiative ou comportement) ; il met ensuite ces techniques en relation avec les effets idéologiques insidieux produits, de manière à mieux saisir comment cette LQR anesthésie tout esprit critique possible : ainsi, la promotion permanente de la « société civile », censée être le lieu de l'honnêteté, de l'efficacité renvoie à un monde politique censé être en décrépitude permanente, produisant par là même, moins la critique de la scène politique concrète, qu'un rejet du politique. De même, « le remplacement des exploités par les exclus est une excellente opération pour les tenants de la pacification consensuelle, car il n'existe pas d'exclueurs identifiables qui seraient les équivalents modernes des exploités du prolétariat »². On le voit, ce dont il s'agit toujours, c'est d'éradiquer le conflit, le dénier, le masquer, à l'aide d'une panoplie langagière distillée tant par les médias que par ceux qui ont vocation à « dire » le monde.

Ainsi, « en substituant aux mots du litige ceux de la sociologie vulgaire, la LQR révèle sa véritable nature d'instrument idéologique de la pensée policière, de langue du faux, où les « idées » sont présentées comme aux origines d'un système qui, en réalité, les forge et les met en forme pour servir à sa propre légitimation »³. A lire donc, et à faire circuler.

Monique Boireau-Rouillé

1. p. 14.
2. p. 107.
3. p. 108.

À signaler le n° 81-82, printemps 2006, de la revue *Plein chant : Zo d'Axa l'Endehors*. Textes choisis, présentés avec une centaine de témoignages. 284 p., ill.



Antoine Gimenez et les Giménologues, *Les Fils de la nuit. Souvenirs de la guerre d'Espagne (juillet 1936-février 1939)*, Montreuil-Marseille, coédition L'Insomniaque & Les Giménologues, 2006, 560 p., 16 euros.

C'est au fond de la malle du temps que dormaient, sous la forme d'un manuscrit, quelques éclats d'aventure rédigés, entre 1974 et 1976, par Antoine Gimenez, combattant de la chevauchée anonyme espagnole. Tirés de l'oubli par un groupe de francs-tireurs au goût certain – les Giménologues –, ces souvenirs, aussi brûlants que la flamme qui les éclaire, font aujourd'hui l'objet d'un livre remarquable à maints égards.

Quand s'ouvre ce récit, Antoine Gimenez, de son vrai nom Bruno Salvadori (1910-1982), a tout du marginal. Il a fui son Italie natale au début des années 1930 pour échapper à la traque des fascistes. Il a fait le trimardeur du côté de Marseille, où il a vécu d'expédients. Il a poussé plus avant sa quête d'espace en mettant le cap sur la Catalogne d'au-delà les Pyrénées, cette terre chaude de toutes les promesses. C'est là, au contact de subversifs très organisés, que sa révolte s'est peu à peu muée en conscience de sa force et c'est là que son histoire d'anarchiste conséquent commence, comme milicien du Groupe international de la colonne Durruti. Nous sommes en juillet 1936. Au lendemain d'une révolution apparemment triomphante.

Tout l'intérêt du témoignage d'Antoine Gimenez, dont le récit occupe la première partie des *Fils de la nuit*, réside dans son authenticité et sa liberté de ton. À travers les mots qu'il emploie, justes jusque dans leur maladresse, et les thématiques qu'il développe, passe, débordante, la vie comme torrent, cette vie que la révolution met sens dessus dessous, accélère et restitue, passionnée. À lire Gimenez, c'est d'abord cela qu'on ressent, qu'on comprend, cette irruption de bonheur fou

et de vraie crainte, cette rupture d'imaginaire, cette abolition des convenances, que la révolution porte en elle comme nuée ardente. À travers les scènes érotiques qui parcourent ce récit – effectivement vécues ou ultérieurement reconstituées, ce qui ne change rien à l'affaire –, on perçoit ce que taisent, par pudeur ou par moralisme, la plupart des témoignages, cette dimension de l'urgence de vivre, ce que cette révolution supposa de libération des sens en terre d'Espagne, catholique jusqu'à la caricature et prude jusqu'à la frustration. Amours éphémères, étreintes d'un soir, rien, ici, ne nous est caché de ces corps à corps consentis sur fond de démesure révolutionnaire. Sur fond de danger aussi, celui de n'être plus de ce monde au lendemain de l'extase, quand parleront les armes.

Mais il y a davantage... Parce qu'il n'est pas du sérail cénétiste, parce qu'il n'a pas de réelle histoire militante, parce qu'il est avant tout un anarchiste instinctif, Gimenez restitue à merveille tout ce que cet engagement supposa, de fraternité et de grandeur, certes, mais aussi de doutes et de désillusions. Si ce témoignage sonne particulièrement juste, c'est qu'il se contente de rapporter une part de vécu, et pas davantage. Il ne juge ni ne discourt, ne condamne ni ne démontre, il dit simplement ce que son auteur a vu – ou cru voir –, ce qu'il a entendu – ou cru entendre : le meilleur et le pire, tout le pire, sans emphase, sans fard non plus. Ainsi, de la description des collectivités, par lesquelles il est passé et où il a tant appris, aux récits des durs combats auxquels il a participé, en passant par les discussions que susciterent la militarisation, l'intégration de la CNT-FAI à l'appareil d'État, les avancées



de la contre-révolution sous direction stalinienne, ses mots ne dérapent jamais. Ils sont ceux d'un homme n'ayant ni le sens de l'hyperbole ni le goût du mythe, un homme qui s'interroge sur le sens d'un combat, qui veut d'abord laisser trace de ceux qu'il a fréquentés et aimés, un homme de peu de mots, en somme, dont chaque mot doit faire sens.

Antoine Gimenez ira jusqu'au bout de sa route, jusqu'à la retirada. Sans faillir, ni faiblir.

On l'aura compris, ce récit doit être lu de toute urgence et, si possible, le regard lavé des certitudes acquises, celles qui finissent par obscurcir la perception première d'un temps si riche d'expériences humaines inégalées. On ne le regrettera pas, et ce, d'autant qu'un travail d'annotations remarquable complète, pour plus de moitié, ce témoignage, en l'éclairant, en le nuancant, en l'enrichissant. Que le lecteur se rassure, cependant, rien ici de pesant, d'académique ou d'indigeste, mais une mise en perspective d'une belle sagacité, illustrée de témoignages, de photos et de documents d'archives, pour beaucoup inédits.

Le tout fait un fort beau livre, point d'orgue d'une entreprise exemplairement libertaire, qui commença par un feuilleton radiophonique diffusé sur de nombreuses radios libres, par la création d'un site Internet et par l'édition espagnole du témoignage d'Antoine Gimenez¹.

On attend maintenant que les Giménologues s'auto-dissolvent au plus vite pour se consacrer à d'autres tâches d'édition, aussi passionnément et brillamment menées que celle-là et en sachant, d'ores et déjà, qu'on peut leur faire confiance.

Freddy Gomez

1. Les « Souvenirs de la guerre d'Espagne, 19 juillet 1936-9 février 1939 », feuilleton radiophonique en vingt épisodes d'après le manuscrit d'Antoine Gimenez, est disponible en un CD MP3. On peut en passer commande en allant sur le site des Giménologues – <http://www.plusloin.org/gimenez> – ou en leur écrivant – Les Giménologues, 42, rue Espérandieu, 13001 Marseille (courriel : hipparchia@libertysurf.fr). L'édition espagnole du livre d'Antoine Gimenez a paru, dans une traduction de Paco Madrid, sous le titre *Del amor, la guerra y la revolución* – Logroño, Pepitas de Calabaza, 2004, 292 p. Enfin, une édition italienne est actuellement en projet.



À signaler, dans le même ordre d'idées et pour la même mémoire :

Groupe DAS et Marcel Olivier, *Révolutionnaires en Catalogne*, Paris, Spartacus 2006, 94 p.

Albert Minnig, Edi Gmür, *Pour le bien de la révolution*, mémoires de deux miliciens suisses dans les colonnes Ascaso et Durruti, 1936-1937, présenté par Marianne Enckell, Lausanne, CIRA 2006, 144 p. (distribué en France par l'ACL, Lyon).

César M. Lorenzo, *Le mouvement anarchiste en Espagne, pouvoir et révolution sociale* (réédition augmentée), Les Editions libertaires, 2006, 559 p., bibl., index.

Espagne 36, les affiches des combattant-es de la liberté, Les Editions libertaires et du Monde libertaire, 2006, 157 p., grand format, ill. couleur.

**James C. Scott, *Il dominio e l'arte della resistenza.*
Elèuthera, Milano, 2006, traduit de l'anglais,
302 p., 18 euros.**



«Quand passe le grand seigneur, le paysan avisé lui fait une profonde révérence et pète silencieusement». Ce proverbe éthiopien, cité en introduction, offre une première approche malicieuse de l'argumentation du livre de Scott : y apparaissent les «transcriptions secrètes» (*hidden transcripts*, dans la terminologie originale) des collectivités sociales subalternes, les attitudes, les actions et la culture en général «derrière l'histoire officielle», derrière la «parole publique», c'est-à-dire le comportement exprimé à l'égard des détenteurs du pouvoir. Activités, gestes, pensées, apparemment insignifiants ou secondaires, ignorés, sous-estimés, déformés par l'historiographie et la sociologie universitaires. Transgressions, violences occasionnelles, mais aussi petites et grandes utopies, histoires populaires, chansons.

Les conduites secrètes contredisent les expressions verbales publiques qui leur correspondent, elles révèlent la haine, le désir de vengeance, la volonté d'émancipation qui se cachent sous les plis de la déférence et de la soumission aux valeurs des élites dominantes. Plus la domination est pesante, dit Scott, plus grande est la «distance» entre ce que les dominés pensent et font lorsqu'ils échappent au contrôle des maîtres, et à leur représentation théâtrale lorsqu'ils sont contraints de jouer sur la scène des dirigeants. Les procès-verbaux secrets des dominés démontrent la souffrance qu'ils sont contraints de subir dans la position de subalterne et ils expliquent comment est réellement «vécue» la condition du subordonné.

De toute façon, même les dominants ont leurs transpositions secrètes, où se

cachent leurs peurs, conjuguées avec la force nécessaire au maintien du pouvoir. Un comportement dissimulé qui contredit lui aussi le protocole public où sont arborées l'autorité et la sécurité. Les relations conflictuelles entre dominants et dominés sont donc gâchées par la duperie : les subordonnés simulent la déférence et les détenteurs du pouvoir déclament leur suprématie. Le pouvoir, l'exploitation, l'asymétrie décisionnelle sont présentés sous une lumière nouvelle, qui incite à de multiples réflexions. (Quel est le secret constat qui est à l'origine de certaines manifestations de violence populaire inattendues et incomprises ? Quelle est la condition qui les a engendrées ?)

En recourant à une pléthore d'exemples offerts par le temps et dans l'espace, la littérature, l'histoire et l'ethnologie, Scott propose des analyses pénétrantes, tantôt des rôles interprétés sur la scène par les puissants et les subalternes, tantôt de leurs «transcriptions» dans les coulisses, railleuses, rancunières et vindicatives les unes à l'égard des autres. Ce livre est un jalon pour la compréhension de la subordination, de la résistance, de l'hégémonie, de la culture populaire et de la révolte.

Roberto Ambrosoli

traduit de l'italien

Ed. originale : *Domination and the arts of resistance : hidden transcripts*. Yale University Press, 1990. Voir aussi la revue *Vacarme* (www.vacarme.eu), qui publie un chapitre de cet ouvrage en français dans sa livraison de l'été 2006.

**Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*. Paris,
La Fabrique éditions, 2005. 106 p., 13 euros.**

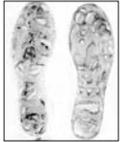
Il est désormais bien connu que la signification donnée au mot «démocratie» par les pouvoirs étatiques et médiatiques a complètement occulté l'originnaire «pouvoir du peuple» pour se concentrer sur les conditions minimales d'un État de droit et d'élections de représentants. Cependant, Jacques Rancière décèle depuis une dizaine d'années des attaques bien plus explicites contre le principe même de la démocratie, désigné par certains essayistes comme l'origine de tous les maux. Consumérisme, égoïsme, perte des valeurs, tout a une source unique : l'égalitarisme démocratique. Même Platon, qui, comme le rappelle Rancière, fustigea déjà dans les mêmes termes l'aboutissement de la liberté dans le caprice et l'inconstance, restait encore démocrate quant à une exigence essentielle, à savoir que ceux qui gouvernent doivent être ceux qui n'ont pas envie de gouverner. Quoi de plus idiot, en effet, que cette idée devenue une évidence, selon laquelle il faut choisir les dirigeants parmi ceux qui veulent le pouvoir ? Les inventeurs grecs de la démocratie avaient compris, eux, que seul le tirage au sort est un moyen acceptable d'octroyer des mandats, dans la mesure où «la condition pour qu'un gouvernement soit politique, c'est qu'il soit fondé sur l'absence de titre à gouverner» (p. 51). Il n'est sans doute pas compliqué de dénoncer les nostalgiques des anciens titres dont se prévalaient ceux qui confisquaient le pouvoir : la filiation, d'abord, ensuite la richesse ; il est plus difficile de réfuter le seul titre officiellement reconnu à l'heure actuelle, la compétence. Mais très finement l'auteur fait observer que la légitimation des lois et des institutions se fait toujours au nom de la volonté générale, dont les représentants sont

toujours censés n'être que des porte-parole, de sorte qu'elle repose sur le principe de l'égalité entre gouvernants et gouvernés ; se réclamer en même temps d'une supériorité de compétence constitue une contradiction, car si c'était le cas la légitimité du gouvernement devrait reposer uniquement sur la science (à la manière platonicienne, qui avait au moins le mérite de la cohérence) et non sur la soi-disant délégation de souveraineté par le vote. Il démonte également l'argument selon lequel seule la démocratie représentative serait applicable dans des populations nombreuses.

Quant à la dénonciation de l'esprit démocratique comme engendrant le repli sur soi de l'individu seulement préoccupé de désirs privés, Rancière la retourne en montrant que c'est au contraire le rétrécissement de la sphère publique par l'oligarchie des professionnels qui est responsable de la privatisation, alors que la démocratie est par essence l'élargissement de la sphère publique. Et en fait de désirs illimités, qui en a davantage que les oligarques ? Au passage, il dénonce l'illusion de pureté du domaine politique, revendiquée par certains contre des intérêts corporatistes ou individuels – illusion puisque l'oligarchie concentre à son profit les deux dominations, l'économique et la politique. Très éclairante aussi, la distinction entre une conception de la république comme tissu social unitaire, partageant mœurs et valeurs, et où chacun a sa place et son rôle à jouer, et la démocratie comme mise en question permanente de tout retour subreptice de la hiérarchie, de toute institutionnalisation des choix déguisés en nécessités.

L'évolution politique actuelle n'est pas un retrait de l'État ; elle est l'aboutissement de la logique étatique oligarchique, dont





le désir est de gouverner sans le peuple, en créant des sphères supranationales hors de tout contrôle, et en légitimant de plus en plus les décisions au nom d'une science d'expertise, la « science économique » érigée par les oligarques en loi universelle inéluctable. Et c'est pourquoi, plus que jamais, conclut Rancière, « le « gouvernement de n'importe qui » est

voué à la haine interminable de tous ceux qui ont à présenter des titres au gouvernement des hommes : naissance, richesse ou science. » (p. 103). Face à cela, la réponse doit être consciente, volontaire, et fondée sur « le pouvoir égal de l'intelligence ».

Annick Stevens

Mehdi Belhaj Kacem : *La psychose française ; les banlieues, le ban de la République.* Gallimard, 2006. 72 p., 5,5 euros.

J'avoue mon ignorance. Je ne connaissais pas cet auteur. C'est en le feuilletant dans une librairie que ce livre m'a paru intéressant parce qu'il évoquait les émeutes des banlieues sur un ton que je n'avais pas rencontré jusque-là à ce propos. Le ton de quelqu'un qui parle de l'intérieur, avec une passion qui le fait affirmer une compréhension et une solidarité maintenues avec ses origines banlieusardes. Ce qui l'amène à affirmer que la République a besoin de mettre au ban de la société une certaine catégorie de la population. Pour lui, les banlieues sont le lieu de la mise au ban. Étymologiquement, c'est peut-être discutable. C'est discutable aussi, si on se rappelle que les exclus de la société américaine sont exilés, eux, au centre des villes. Mais, bon, ponctuellement, ça me semble rendre compte assez exactement de la réalité française. Les exclus ne le sont que parce qu'ils sont inclus dans une exclusion nécessaire à la société capitaliste. C'est déjà une thèse proche que soutenait Maurice Born dans *Pas de quartier!* (ACL, En bas, 2005) avec des arguments plutôt convaincants. Assez bien venue est aussi la critique de la république parlementaire, de son hypocrisie et du caractère fallacieux des appels vers les jeunes des banlieues pour qu'ils votent.

Mais les choses se gâtent soudain, à mon point de vue, lorsque Belhaj Kacem

veut inscrire ces événements dans une lignée historique où l'on voit soudain apparaître Moïse, Saint Paul et Marx, présentés comme les premiers bannis qui se soient insurgés contre leur bannissement. Le monothéisme est ainsi présenté comme la possibilité de la lutte contre la tyrannie, au prétexte que le panthéisme antique, en établissant le culte des ancêtres, était le plus ferme soutien de l'ordre établi. Ce qui laisse complètement de côté l'absence de transcendance qui caractérise généralement les religions antiques et surtout le fait que les religions monothéistes se sont toujours trouvées du côté des pouvoirs, pour les unifier et les renforcer, comme l'a montré abondamment, parmi d'autres, Michel Onfray. Je ne saisis pas vraiment toutes les subtilités qui font intégrer Marx, l'empire cher à Negri dans cette lignée, mais il est vrai que du moins sous l'angle de la tyrannie, il y a une filiation certaine.

Tout ceci dans le but, semble-t-il, de montrer que les exclus des banlieues sont chargés d'une mission historique consistant à rétablir l'universalisme et le progrès.

Peut-être, plus modestement, peut-on simplement s'interroger sur les autres possibles que nous proposent les émeutiers de l'an dernier.

Alain Thévenet

Laurent Patry, Mimmo Pucciarelli : *L'anarchisme en personnes. Atelier de création libertaire, Lyon, 2006., 365 p., ill., index. 18 euros.*

Difficile de parler d'un ouvrage rédigé par des amis et composé d'interviews de personnes, pour la plupart, aussi des amis!

Eduardo Colombo, Ronald Creagh, Marianne Enckell sont bien connus des lecteurs de *Réfractions*, puisqu'ils sont membres du collectif de la revue, comme d'ailleurs Laurent Patry et moi-même, et comme le fut, un temps, Mimmo Pucciarelli. John Clark, Amedeo Bertolo et Jose Maria Carvalho Ferreira font, d'une certaine manière, partie de la même « bande » : celle d'intellectuels (même s'ils ne le furent pas tous toujours) du mouvement qui tentent de réfléchir sur l'anarchisme et son insertion dans le monde contemporain. Le deuxième volume de la même collection est consacré à Claire Auzias sous le titre *Claire l'enragée* ; il vient d'être publié aux mêmes éditions.

À l'heure où nombre d'anciens «soixante-huitards» terminent une honorable et respectée carrière de conseillers ministériels, de députés, voire de consultants au MEDEF, il est réconfortant de constater que parmi ceux qui se découvrent, jadis, anarchistes, beaucoup le sont restés et ont ainsi traversé les luttes, les découragements, les espoirs qui accompagnent toutes les vies passionnées. Car passionnés, ils le furent et le demeurent encore, que cette passion trouve ses racines dans l'enfance ou, ultérieurement au hasard des rencontres. Une passion faite aussi d'amours et d'amitiés passionnés, parfois aussi de souffrances. Une vie riche, non seulement dans le militantisme, mais aussi dans la vie tout court, l'un et l'autre étant d'ailleurs inséparables.



Alain Thévenet

173

L'anarchisme en première personne

Il se trouve que j'ai été interrogée récemment à plusieurs reprises, dans le cadre de séries d'entrevues avec des anarchistes plus ou moins connus.

Pour Aurélie Stern, qui préparait son baccalauréat en Suisse, il s'agissait de mieux comprendre les bases de l'anarchisme, les opinions de ses amis et de quelques vétérans en Suisse, et d'en faire un travail personnel pour l'école. On trouve dans ses *Entretiens sur l'anarchisme* la psychologue Gerda Fellay, le libraire Pierre Wyrsh, Michel Némitz, animateur d'Espace Noir à Saint-Imier, des militants de l'Organisation socialiste libertaire.

Bernd Drücke, rédacteur du mensuel allemand *Graswurzelrevolution*, y publie régulièrement des entretiens et les a réunis, légèrement retravaillés, en un volume¹. Il s'est intéressé surtout à notre

ancienne revue *Anarchisme et non-violence*, au CIRA (ses étudiants en communication y avaient d'ailleurs déjà tourné un joli documentaire), à *Réfractions*. L'échantillon du livre est le plus vaste des trois : le cinéaste Peter Lilienthal, les éditeurs de *Nautilus*, Karin Kramer, Weber & Zucht et *Schwarzer Faden*, des musiciens et des poètes, une ex-guérillera urbaine, un insoumis turc, l'ami Horst Stowasser, auxquels Bernd Drücke a ajouté un fort joli hommage à Marie-Christine Mikhaïlo.

Laurent Patry, lui, voulait savoir toute l'histoire de ma vie, comme Mimmo Pucciarelli celle des autres compagnons interviewés dans le recueil *L'Anarchisme en personnes*.

Les ambitions des rédacteurs et la forme des trois volumes sont fort dissemblables. Les entretiens ont été retranscrits,

retravaillés, voire réorganisés, chacun et chacune a pu les relire avant publication. La plupart d'entre nous avaient l'expérience du dialogue avec des journalistes de la presse ou de la radio, plus rarement celle de raconter leur vie en public. Mais dans ce genre d'exercice la personne du questionneur et les relations entre interlocuteurs colorent fortement les résultats.

Il arrive fréquemment au CIRA des jeunes gens qui posent des questions de base sur l'anarchisme, et qui veulent aussi en savoir plus long sur la personne avec laquelle ils parlent. Quand Aurélie a posé son micro sur la table, ce n'était pas si différent. Il fallait à la fois que je parle des moments forts de l'anarchisme et que je réponde à ses inquiétudes, elle voulait que je justifie mes engagements et mes valeurs. Et quand elle a demandé « pourquoi la culture libertaire est aussi mal connue des gens en général », j'ai dû reconnaître avec un sourire que « depuis le temps qu'on fait de la propagande, on doit la faire particulièrement mal... »

Elle a commencé ses entretiens en demandant à chacun de ses interlocuteurs sa définition de l'anarchisme : c'est l'ordre moins le pouvoir, c'est la liberté et la solidarité, l'autodétermination contre la domination, c'est « penser par soi-même, ne pas croire », c'est la volonté collective de vouloir vivre mieux, disent-ils.

Il n'y a pas eu ce genre d'interrogation avec les autres questionneurs, qui voulaient plutôt savoir comment nous étions venus à l'anarchisme, à quel anarchisme nous nous rattachons. Bernd a commencé par le CIRA mais, comme à l'origine du CIRA on rencontre des objecteurs de conscience réfugiés en Suisse, il en est vite venu à l'anti-militarisme puis à la non-violence. Mais aussi, comme le dit le sous-titre de son livre, à « l'utopie vivante » que représentent cette bibliothèque et ces archives insérées dans un mouvement bien actuel.

La vie, le militantisme dans l'histoire

de vie, c'est aussi ce qui passionne Mimmo et Laurent. Le second m'a écoutée pendant deux jours, plus timidement peut-être que n'aurait fait le premier, mais sans rien laisser passer sous silence de ma famille, de mes amours, de mes boulots. Ah ! oui, j'y ai pris du plaisir, j'ai bavardé – au final, je me trouve bien complaisante envers moi-même...

C'est un peu le lot de l'âge. Quand Bernd est né, *Anarchisme et non-violence* en était à son deuxième numéro. Laurent n'est pas passé par « 68 », Aurélie est née après la chute du Mur et du régime qui régnait derrière lui. Raconte, mère-grand, c'était comment ? Nos jeunes visiteurs m'écoutent volontiers, mais ce sont les mêmes qui tous les jours me critiquent, me contestent, me remettent en question. Or cet aspect apparaît peu dans les volumes publiés, où il n'y a pas vraiment d'échange ni de débat. Les récits des personnes interrogées sont à prendre comme ils viennent, le souvenir n'est guère nuancé par des vérifications, l'angle de vue se donne pour universel, la confiance règne, voire la complicité.

Le lecteur, la lectrice y trouvera-t-il son bonheur ? J'admets que les pistes (d'engagement, de recherche, d'observation) qu'ouvrent ces livres sont nombreuses et alléchantes. Que toutes les variations sont possibles, et souvent bienvenues, sur le thème « anarchistes et fiers de l'être », « sempre avanti per l'Idea ». Qu'on voudrait bien avoir de pareils témoignages pour Bakounine et pour Malatesta. Mais il aurait peut-être fallu l'œil et la plume d'une personne extérieure pour expliciter les règles du jeu.

Marianne Enckell

1. Bernd Drücke (éd.), *ja! Anarchismus: Gelebte Utopie im 21. Jahrhundert, Interviews und Gespräche*. Berlin, Karin Kramer Verlag, 2006, 280 p., ill., bibliogr.



Numéros précédents de *Réfractions*

N° 1 : Libertés imaginées, 1997 ; épuisé. Consultable sur le site Internet de la revue. Un numéro inaugural aux multiples facettes.

N° 2 : Philosophie politique de l'anarchisme, 1998 ; épuisé. Consultable sur le site internet de la revue. Dans quelles réalités l'anarchisme peut-il s'inscrire comme mouvement de transformation radicale du monde où nous vivons ?

N° 3 : Lectures cosmopolites, 1999. La littérature, c'est bien connu, aide à vivre. Elle aide aussi à comprendre et à changer la vie, à rêver des mondes possibles. Avec des traductions inédites de Pa Kin, B. Traven, Paul Goodman.

N° 4 : Espaces d'anarchie, 1999 ; épuisé. Consultable sur le site Internet de la revue. Le nouvel espace planétaire invite à repenser les repères de notre géographie. Une lecture actuelle de l'œuvre d'Elisée Reclus.

N° 5 : Violence, contre-violence, non-violence anarchistes, 2000. Face à la violence des dominants, plusieurs attitudes anarchistes, théoriques et pratiques, sont présentées, les unes se référant à la notion de violence qui libère face à la violence qui opprime, les autres à celle de non-violence et d'action directe non violente.

N° 6 : De quel droit ? 2000. Deux idées du droit, valeur de justice et d'équité ou technique de régulation sociale légitimant le pouvoir d'État, suscitent une pluralité de perspectives pour la critique et l'utopie libertaires.

N° 7 : Entrées des anarchistes, 2001. Un dictionnaire à plusieurs voix, des portes ouvertes, parfois des portes qui claquent. La liberté, le pouvoir, l'anarchie. Les luttes, les manières de s'organiser, les manières de vivre des anarchistes hier et aujourd'hui.

N° 8 : Fédéralismes et autonomies, 2002. Que sommes-nous en mesure de proposer face au nouvel ordre mondial mis en place par les USA, hérauts d'un capitalisme triomphant ? Compte tenu de tous les mouvements de résistance actuels, un fédéralisme de type anarchiste apparaît comme une des alternatives possibles.

N° 9 : Au-delà de l'économie : Quelle(s) alternative(s) ? 2002. Des idées et des pratiques cherchent à déborder les réalités économiques dominantes. Ouvrent-elles sur de nouvelles perspectives ?

N° 10 : Les anarchistes et Internet, 2003. Dossier d'actualité dans un domaine de la connaissance qui a été peu abordé par l'anarchisme contemporain : la sociologie de l'information et de la communication. La mouvance libertaire s'est donc précipitée dans la « toile » avec enthousiasme.

N° 11 : Faut qu'ça flambe ! 2003. Il s'agit de rien moins que de replacer le « faire » des artistes dans le champ général de la créativité et de l'inventivité sociale aussi bien dans la vie quotidienne qu'au niveau des métiers et du travail.

N° 12 : Démocratie, la volonté du peuple ? 2004. La démocratie représentative est devenue la forme consacrée, inscrite dans la modernité, de la souveraineté politique du peuple. Elle n'est plus un régime mais le nom qu'on donne à la société libéral-capitaliste. *Réfractions* s'attaque à ce « bloc imaginaire » néolibéral, et veut déplacer la perspective d'analyse, du point de vue de la représentation à celui de l'action politique.

N° 13 : Visages de la science, 2004. Dans quelle mesure cette pratique sociale qu'est la science est-elle soumise aux intérêts des dominants ? Dans quelle mesure sa prétention à l'objectivité est-elle justifiée ? Comment nous réapproprier la politique de la recherche scientifique ?

N° 14 : Ni Dieu ni maître : religion, valeurs, identités, 2005. « Crise des valeurs », « retour du religieux », « problèmes identitaires », ces expressions évoquent le désarroi de l'individu face à un monde désenchanté, uniformisé, privé d'espoir et de perspectives. Mais ces expressions, derrière leur évidence apparente, recèlent bien des ambiguïtés.

N° 15 : Privés, publics, communs, quels services ? 2005. Qu'est-ce qui est en jeu dans la défense des services publics : le gagne-pain, le statut et l'emploi, les acquis sociaux, la défense des institutions au service du public ? Peut-on s'épargner le questionnement sur leur définition ?

N° 16 : Les enfants, les jeunes, c'est l'anarchie ! 2006. Révolte des banlieues, mouvement anti-CPE – mais encore... Les anarchistes ont depuis toujours une complicité certaine avec l'enfance. Peut-être parce qu'ils ne sont pas, ou pas encore, résignés et qu'ils désirent que les champs du possible s'ouvrent à eux.



175

Réfractions 17



Je souhaite m'abonner à *Réfractons*

pour 2 numéros..... 23 euros
 pour 4 numéros..... 45 euros
 (port compris)

(Indiquez-nous à partir de quel numéro)

Soutien : selon vos moyens

Nom (*en majuscules*):

Prénom :

Adresse :

Chèque libellé à l'ordre des *Amis de Réfractons*
 c/o Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris
 CCP Lyon 11 067 24 J

En Suisse : deux numéros 36 fr. suisses.

Pour les abonnements :

Noir, 24 av. de Beaumont, CH-1012 Lausanne

Pour la diffusion en librairie :

Fahrenheit 451, 44 rue du Lac, 1400 Yverdon



La revue *Réfractons* a été imprimée sur les presses
 de SARL Atelier 26, 26270, à Loriol, en novembre 2006.